

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 14/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPACA

7 rue du Commerce
03220 Treteau

Références : 20230314-RAP-63-0339-InspRejeteauCoopacaTreteau
Code AIOT : 0005601461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement COOPACA implanté 7 rue du Commerce 03220 Treteau. L'inspection a été annoncée le 21/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée avec l'OFB suite à un signalement de pollution des eaux rejetées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPACA
- 7 rue du Commerce 03220 Treteau
- Code AIOT : 0005601461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'installation est un site de stockage de grains, de produits phytosanitaires et d'engrais et de fabrication d'aliments pour bétail.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 7	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Rejets eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 14/04/1999, article 5.5	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les eaux rejetées étaient effectivement chargées. Cependant des analyses n'ayant pas été réalisées, le niveau de pollution n'est pas connu. L'éloignement du ruisseau laisse décanter les eaux dans le fossé et donc évite une pollution de ce dernier.

Néanmoins, l'exploitant doit mettre en place des systèmes de traitement correctement dimensionnés sur son site, les entretenir avec une fréquence adaptée et limiter les pollutions à la source (stockages couverts, nettoyage à sec...).

Il a prévu la mise en place de nouveaux systèmes qui permettront de mieux épurer les rejets. Cette mise en place devra être effective sous 4 mois. Il devra également s'assurer que des eaux domestiques polluées ne sont pas susceptibles d'alimenter ce réseau. L'exploitant devra ensuite réaliser une analyse des eaux rejetées afin de confirmer l'adéquation des systèmes mis en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales des surfaces étanches de circulation sont traitées avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la commune de Tréteau. [...] En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. A la sortie des séparateurs d'hydrocarbures, les rejets liquides respectent les limites suivantes: - pH: 6-9 - MEST: 100 mg/l, - DBO5: 100 mg/l, - DCO: 300 mg/l, - hydrocarbures totaux: 10 mg/l. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs du bon état des séparateurs d'hydrocarbures, en particulier en l'absence de fuites.</p> <p>Constats : Les eaux pluviales du site sont recueillies dans plusieurs regards qui sont reliés à un point bas au Sud du site. Les eaux transitent dans un séparateur puis dans une fosse de débouillage avant rejet dans un fossé. Lors de la visite, les eaux ne s'écoulaient pas mais les eaux contenues dans la fosse avait un aspect visuel chargé (couleur marron). Le fossé était également recouvert de dépôts gris. L'exploitant a indiqué que ces eaux étaient principalement des eaux de ruissellement de voiries. Lors d'un tour sur le site, les voiries ne présentaient que de faibles dépôts de matières organiques. L'exploitant a indiqué avoir réalisé une étude afin de modifier le dimensionnement de son séparateur/débouilleur en sortie de site. Le curage des ouvrages en place est réalisé tous les ans.</p> <p>Observations : L'exploitant devra limiter la pollution des eaux de ruissellement en nettoyant à sec les voiries et en limitant les stockages en extérieur. Il devra également mettre en place une solution adaptée permettant de décanter les eaux avant rejet. Enfin, il devra entretenir les ouvrages (curages adaptés des regards et séparateurs) et surveiller les rejets afin de détecter une dérive de la qualité des rejets.</p> <p>Les actions préventives devront être mises en place sous 1 mois. Les actions plus importantes, comme la modification du système de traitement et de débouillage, devront être mises en œuvre sous 4 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rejets eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/1999, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux résiduaires sont évacuées par épandage après transit par un système d'assainissement [...]. Les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement avant rejet au milieu naturel, permettant de respecter les valeurs ci-après.</p> <p>En sortie d'établissement, ces eaux seront exemptes de tous éléments qui contribueraient à favoriser la manifestation d'odeurs et de saveurs anormales et devront respecter les normes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C et leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5; - la modification de couleur du milieu receveur mesurée en un point représentatif de la zone de rejet, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l; - hydrocarbures totaux: 10 mg/l; - MES: 100 mg/l; - DBO5: 100 mg/l; - DCO: 300 mg/l; - azote: 30 mg/l; - phosphore: 10 mg/l.
<p>Constats : Les rejets anormaux constatés contiennent également des eaux de lavage de camions. D'après le plan fourni par l'exploitant, les eaux usées domestiques des bureaux, du magasin de détail et des ateliers aboutissent également au même point de rejet.</p> <p>Lors d'une précédente inspection de l'OFB (le 3 février 2023), un rejet était actif sans qu'un épisode de pluie ne soit en cours. Cela confirme l'alimentation par des eaux autres que pluviales.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra démontrer le bon dimensionnement de ses installations de traitement sur site ou les adapter afin qu'elles traitent correctement les eaux rejetées. De plus, il devra vérifier que les eaux sanitaires sont bien reliées vers le réseau communal et non envoyées dans ce réseau d'eaux pluviales. Les caractéristiques des eaux non pluviales envoyées dans le réseau devront être définies et l'exploitant devra s'assurer qu'elles ne sont pas en mesure d'entraîner une pollution.</p> <p>Lorsque les installations seront correctement dimensionnées (mise en place demandée sous 4 mois), l'exploitant devra faire réaliser une analyse par un laboratoire des eaux rejetées afin de vérifier le respect des valeurs limites imposées ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois